

# DOCUMENTS

---

## **Lettre de l'OLP aux socialistes français (et aux partis membres de l'Internationale socialiste)**

Nous avons été surpris par les propos tenus par M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste français, devant la réunion du comité directeur de ce parti, le 2 février 1991, faisant écho à ses déclarations en Israël quelques jours auparavant et mettant gravement en doute la représentativité de l'OLP.

Nous avons certes été quelque peu rassurés d'apprendre, dans la déclaration finale du comité, « *que les orientations actuelles de certains de ses dirigeants ne sauraient remettre en question* » le droit du peuple palestinien « *à l'autodétermination et à une patrie* ». Mais vous-même, par le passé, n'évoquiez-vous pas plus précisément un État, et un tel recul de langage ne contredit-il pas justement l'esprit de cette réaffirmation ?

En ce qui concerne notre représentativité, nous nous contenterons de rappeler qu'il ne s'agit pas de quelque récompense que d'autres pourraient nous décerner ou nous refuser ; elle est entièrement du ressort de notre peuple et de sa volonté souveraine. Soulignons aussi que le peuple palestinien, sous l'occupation comme en exil, a déjà choisi l'OLP et continue de choisir l'OLP quotidiennement. Nous sommes plus que jamais disposés à mettre ce choix à l'épreuve d'élections libres, sous contrôle international, dans les territoires palestiniens occupés comme dans les divers lieux de notre exil. On ne saurait donc repousser à un avenir indéfini la reconnaissance de notre représentativité. Le droit des peuples à choisir leurs représentants constitue une partie intégrante du droit à l'autodétermination, et on ne saurait s'ingérer dans le premier sans remettre le second en question.

A cet égard, nous avons été rassurés par la mise au point du gouvernement français, réaffirmant le caractère stable des positions diplomatiques françaises, et le rôle de l'OLP dans une future négociation de paix. Mais cette sagesse procède de la raison d'État, tandis que les propos des dirigeants socialistes ouvrent une fenêtre sur les raisons du cœur. Or c'est aussi à elles, chers amis, que nous voulons nous adresser aujourd'hui, alors que la guerre qui ravage notre région menace de nous attirer, cœur et raison, dans une « logique » où l'espace du dialogue disparaîtrait.

*Des choix divergents ?*

Il ne fait aucun doute que la crise qui a éclaté l'été dernier, et plus encore la guerre déclenchée par décision américaine le 17 janvier, nous ont imposé, aux uns comme aux autres, des choix difficiles. Certes ces choix procèdent d'analyses divergentes, tant de la nature de cette guerre que de ses enjeux.

Vous avez considéré l'intervention irakienne au Koweït, le 2 août, comme un point de non-retour dans les relations internationales.

Nous avons plaidé pour une solution arabe négociée, et contre l'internationalisation de la crise.

Vous avez décidé de manifester à l'égard de cette crise une fermeté sans faille et sans précédent.

Nous avons réclamé un équilibre de la fermeté et de la patience à l'égard de tous les conflits.

Vous avez accepté, en votant au Conseil de sécurité la résolution 678, d'être entraîné dans la « logique de guerre », puis finalement dans la guerre.

Nous avons refusé l'inévitabilité de la guerre et nous continuons à réclamer le cessez-le-feu.

Vous dites que cette guerre est celle du droit ; nous disons qu'elle est celle de l'Empire américain. Vous dites qu'elle prépare une paix juste ; nous y voyons les prémises d'un asservissement de la région, gros d'explosions futures. Vous pensez qu'elle instaure un nouvel ordre international et le règne de l'ONU ; nous y voyons l'amorce d'une nouvelle guerre globale Nord-Sud et le risque de transformation de l'ONU en simple instrument de l'hégémonisme nord-américain.

Mais ces choix se sont aussi imposés à nous, nous ont aussi été imposés par les contraintes « objectives » de nos environnements géopolitiques, ainsi que des sources de nos légitimités respectives. Le président Mitterrand l'a souligné lui-même à plusieurs reprises : la décision française de participer aux opérations militaires dans le Golfe procède de la volonté d'être présent sur le terrain après le conflit, et de la nécessité pour la France de préserver un statut et un rôle au Conseil de sécurité de l'ONU. Pour notre part, nous pensons que la France, précisément en raison de son statut et de son rôle au Conseil de sécurité, aurait pu jouer la carte de la raison et faire admettre le principe d'un règlement du conflit sans recours à la force. Mais comprenez aussi nos considérations : notre légitimité nous vient de notre peuple, de ce peuple mi-occupé mi-dispersé. Le statut que nous devons à tout prix préserver, tant au sein de notre peuple que dans le monde arabe auquel nous appartenons et au sein duquel nous vivons, c'est celui d'un mouvement populaire.

Notre position, à partir du 2 août 1990 et jusqu'au 16 janvier 1991, face à la crise du Golfe, vous la connaissez : nous avons prôné le dialogue et la négociation, comme nous le faisons pour nous-mêmes, lorsque nos propres droits sont bafoués, lorsque nos propres enfants sont assassinés.

Maintenant que les bombes pleuvent sur Bagdad, notre solidarité avec le peuple irakien victime de l'agression américaine — à laquelle vous participez en dépit de vos réserves et de votre *différence* — est naturelle. Non seulement elle ne saurait mettre en question notre représentativité, mais elle découle directement de cette représentativité même. Vous connaissez l'état des opinions populaires, ainsi que les positions subséquentement adoptées par les gouvernements eux-mêmes dans les pays du Maghreb. L'OLP pouvait-elle se situer en deçà de ce consensus ? Et pourquoi la condamner seule ? Peut-on en conclure, comme le faisait Pierre Mauroy devant le comité directeur de votre parti le 2 février, que nous nous sommes « *brutalement rangés du côté de l'Irak* » avec lequel la France est « *en guerre* » ? Devrions-

nous, pour notre part, prétendre que la France « *s'est brutalement rangée du côté des États-Unis, qui font la guerre aux peuples arabes ?* »

La réalité, c'est que les uns et les autres, et les uns avec les autres, en dépit de nos divergences et de nos situations propres, nous avons travaillé pour la paix, contre la guerre, et qu'aujourd'hui, en dépit de nos efforts, la guerre est là. Le pire hélas, peut encore venir, et jusqu'à ce que nous parvenions à y mettre un terme, nous sommes entraînés, nous sommes tous impliqués.

Il nous faut surmonter cette épreuve, tenir bon : dans la volonté de dialogue, dans la préparation de la paix. Nous ne sommes en guerre que contre la guerre. Travaillons ensemble sur la base de ce qui fait notre commune différence. Travaillons ensemble dans la logique de la paix, sur la base des principes contenus dans l'initiative française du 14 janvier 1991, déjà énoncé dans le discours du président Mitterrand devant les Nations unies le 24 septembre 1990, qui ont été salués par le conseil de l'Internationale socialiste à New York le 8 et 9 octobre 1990.

Ne pensez-vous pas que l'acceptation par l'Irak de la résolution 660 du Conseil de sécurité, et donc du principe du retrait du Koweït, rejoint l'esprit de l'initiative du président Mitterrand, d'autant que les clauses qui l'accompagnent constituent les principes de base d'une solution politique globale et non des conditions ?

Notre message est simple : la proposition de paix palestinienne — la coexistence de deux États indépendants, Israël et Palestine, comme clé de voûte de la paix israélo-arabe — tient toujours. Cette chance historique, vous en avez vous-même encouragé l'émergence, vous avez contribué à sa sauvegarde lorsqu'elle a été menacée. Allez-vous y renoncer aujourd'hui ?

Les déclarations du premier secrétaire du Parti socialiste nous apparaissent comme le signe inquiétant d'une dérive possible, qui répond à l'attente du Parti travailliste israélien, du Mapam, et au-delà du gouvernement israélien lui-même, qui espère bien tirer de sa soi-disant « retenue » militaire le maximum d'avantages matériels, stratégiques et politiques. Pour nous, vous ne l'ignorez pas, cette « retenue » ostentatoire ouvertement exigée par l'administration américaine procède de la mise en scène. Elle ne masque ni la centralité du conflit israélo-palestinien dans la crise régionale, ni l'implication active et décisive du gouvernement israélien dans la guerre qu'ont déclenché les États-Unis, à la tête de la coalition anti-irakienne, contre l'ensemble des peuples arabes.

Dans cette contre-offensive, les dirigeants israéliens espèrent obtenir notre tête : claironner partout notre « perte de crédibilité » pour mieux préparer le terrain à notre liquidation.

Tel est, de toute évidence, le sens de l'offensive israélienne contre nous au sein de l'Internationale socialiste.

### *L'Internationale socialiste et l'OLP*

Rappelons brièvement les faits.

Prisonnière de la règle du consensus, l'Internationale socialiste, a pendant des années ignoré l'OLP, car telle était l'impérieuse exigence des partis israéliens membres, et tout particulièrement du Parti travailliste israélien. Cette opposition à tout contact officiel avec l'OLP, qui avait commencé à s'éroder sous l'impulsion du regretté Bruno Kreisky, avait fait place à un dialogue informel, puis officieux, avant de déboucher sur un statut d'observateur au Congrès de Stockholm en 1989, et sur la participation de l'OLP aux travaux du comité Moyen-Orient à Genève en novembre 1989 et au Caire en mai 1990.

Dès la réunion du Caire, c'est-à-dire bien avant le 2 août, l'invasion du Koweït et notre prétendu alignement sur Bagdad, le Parti travailliste israélien, qui avait boycotté le Congrès historique de Stockholm pour protester contre la présence d'une délégation de l'OLP, avait

fait savoir, par écrit, aux dirigeants de l'Internationale socialiste qu'ils n'accepteraient plus la présence d'une délégation de l'OLP aux réunions du comité Moyen-Orient, et encore moins la présence d'observateurs de l'OLP aux réunions du conseil de l'Internationale socialiste, comme cela avait été le cas au Caire.

Et de fait, le comité Moyen-Orient s'est réuni trois fois depuis lors — à Stockholm, à Bonn et à Londres — en refusant toute participation de l'OLP et tout contact formel avec des représentants de l'OLP, en conformité parfaite avec les exigences du Parti travailliste israélien. Ainsi la « décision » du praesidium de l'Internationale socialiste réuni à Vienne le 1<sup>er</sup> février, et annoncée par Pierre Mauroy à Paris le lendemain, de « *ne plus inviter l'OLP aux réunions du comité Moyen-Orient* », outre qu'elle ne fait que formaliser une pratique déjà établie, et fermer une parenthèse « éclairée » dans l'histoire des relations de l'Internationale socialiste et du peuple palestinien, n'est en rien une sanction de nos positions sur le Golfe. Sinon en ce sens que la « logique de guerre » au sein de l'Internationale socialiste y renforce l'influence et le pouvoir du Parti travailliste israélien. Mais ce que cette décision consacre, ce n'est pas tant notre « *perte de crédibilité* » que la faillite du comité Moyen-Orient, dont H.J. Wishnewsy, son président, avait déclaré au Caire, que ce qui faisait son importance, « *c'est le dialogue qui s'y déroule entre l'OLP et le PTI* ».

#### *Continuer à dialoguer*

Heureusement, le dialogue entre nous, quels que soient les avatars du consensus au sein de l'Internationale socialiste, n'est pas terminé, et nous nous engageons à le poursuivre quoiqu'il arrive. Car au-delà des divergences et des engagements qui nous séparent, nous sommes unis par la volonté de substituer la logique de la paix à celle de la guerre. Mais il est bon, pour nous tous, de clarifier les termes du débat.

(...)

Mahmoud Abbas  
(Abou Mazen)

Membre du comité exécutif de l'OLP, membre du comité central du mouvement  
« Fath », directeur du département des relations internationales.

Tunis, le 22 février 1991.